

# 8.

## 25 ans de lutte pour la souveraineté alimentaire : ce n'est qu'un début !

Par Sabine Renteux,  
mandaterre du Mouvement d'Action Paysanne (MAP)

Pour lutter contre l'ultralibéralisme imposé aux producteurs-rice-s agricoles, la Via Campesina a mis en mots le concept de souveraineté alimentaire il y a 25 ans. Un mouvement international paysan, dont le MAP se revendique, s'est bâti autour de lui. Aujourd'hui plus que jamais, face à la puissance destructrice de l'agro-industrie, unissons-nous pour conquérir notre souveraineté alimentaire !

### VIA CAMPESINA VS. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

La souveraineté alimentaire a été mise en mots pour la première fois au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, par la toute jeune Via Campesina. L'enjeu, pour les organisations paysannes, était de proposer une alternative à la « libéralisation » du commerce des produits agricoles et à l'industrialisation de l'agriculture<sup>1</sup> et de l'alimentation. Ce milieu des années 1990 marque le début de la mondialisation et d'une

confrontation entre deux modèles – et visions – de l'agriculture. D'un côté, la mondialisation des politiques agricoles et de l'industrie agro-alimentaire, qui s'accélère en 1994 avec l'accord sur de nouvelles règles du commerce international<sup>2</sup>, et débouchera sur la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. Dès lors, les prix payés aux producteurs-rice-s chutent pour se rapprocher des prix pratiqués dans les échanges internationaux, et des régions se spécialisent dans des productions à bas coûts et à large échelle. Au Sud comme au Nord, cette vision néolibérale favorise les très grosses exploitations agricoles, qui sont, au Nord, largement subsidiées par les États.

De l'autre, des petit-e-s producteurs-rice-s, pêcheurs, bergers ou peuples autochtones, qui représentent et nourrissent plus de la moitié de la population mondiale. Leurs

méthodes, diverses, sont globalement beaucoup plus économes et respectueuses des ressources et des humains, mais demandent plus de temps de travail. Vivre de la vente de leurs produits devient toujours plus difficile, voire impossible.

Face au rouleau compresseur de la mondialisation, une vision commune émerge alors entre certaines organisations paysannes : l'opposition aux règles de l'OMC et le besoin de faire entendre la voix des paysan-ne-s. Cette prise de conscience est à l'origine de la création de la Via Campesina, lors d'une rencontre internationale à Mons en 1993<sup>3</sup>. La Via Campesina<sup>4</sup> est aujourd'hui un mouvement qui rassemble 182 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques, et représente environ 200 millions de paysan-ne-s.

1 O. De Schutter, nouvelles figures de la souveraineté alimentaire, in « Vers la souveraineté alimentaire », FIAN Echo 2016

2 L'accord GATT de 1994 est l'aboutissement de la négociation du Cycle de l'Uruguay, lancé en 1986

3 « Paysans mutins, paysans demain », G.Choplin, éditions Yves Michel

4 <https://viacampesina.org/>

## LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, C'EST QUOI ?

La Via Campesina définit la souveraineté alimentaire comme « le droit des personnes à produire de manière autonome des aliments sains, nutritifs, adaptés au climat et à la culture, en utilisant les ressources locales et par des moyens agroécologiques, principalement pour répondre aux besoins alimentaires locaux de leurs communautés ».

Elle défend le droit des pays à protéger leurs producteurs locaux des importations bon marché, et le devoir de ne pratiquer aucune forme de dumping à l'exportation.

### DES AVANCÉES, MAIS PAS ASSEZ

En 25 ans, le mouvement pour la souveraineté alimentaire a pris de l'ampleur et engrangé de vraies avancées. Un Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) a été créé en 2003<sup>5</sup>. Il s'agit d'une plateforme mondiale qui rassemble plus de 6 000 organisations et 300 millions de producteurs alimentaires et est destinée à faire avancer la souveraineté alimentaire aux niveaux mondial et régional<sup>6</sup>.

Le Forum de Nyéléni en 2007 et le Forum sur l'Agroécologie en 2015, organisés au Mali, ont permis de mieux organiser le mouvement, d'approfondir ses analyses et l'engagement dans une lutte commune. Par ailleurs, le mouvement a su se faire entendre dans des espaces de gou-

vernance mondiale<sup>7</sup>, notamment au sein du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU.

**Mais, malgré tout, l'agriculture industrialisée et mondialisée continue à gagner du terrain** comme le montrent les accords commerciaux bilatéraux signés ou en négociation.

Dans l'urgence absolue, l'Union européenne développe de nouvelles stratégies (Green Deal, Farm to Fork Strategy, Biodiversité...), qui vont dans la bonne direction mais se heurtent à de fortes résistances du lobby agro-industriel, comme on l'a vu ces derniers mois avec la nouvelle réforme PAC<sup>8</sup>.

7 <https://viacampesina.org/fr/il-est-alors-grand-temps-de-celebrer-les-25-ans-de-notre-lutte-commune-pour-la-souverainete-alimentaire/>

8 Communiqué CEO, « Internal documents reveal agribusiness lobby to keep status quo CAP and derail 'Farm to Fork' », 12 octobre 2020. <https://corporateurope.org/en/2020/10/internal-documents-reveal-agribusiness-lobby-keep-status-quo-cap-and-derail-farm-fork>

Derrière le vernis des mots (biotechnologies, agriculture intelligente, marché du carbone, etc.), on continue de s'éloigner des formes de résilience concrètes, solidaires et locales, pour remettre encore plus de pouvoir aux mains de quelques-uns, en augmentant notre dépendance technologique et énergétique.

### CHOISIR LA RÉSILIENCE, MAINTENANT !

Un rapport d'IPES-Food, publié en 2021 et intitulé « *Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable* »<sup>9</sup>, envisage deux scénarios possibles pour l'évolution des systèmes alimentaires mondiaux d'ici 2045. Le constat de départ est brutal mais connu.

9 [http://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/LFMEExecSummaryFR.pdf](http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/LFMEExecSummaryFR.pdf)

5 <https://www.foodsovereignty.org/fr/le-cip/>

6 tels que décrits dans la Déclaration de Nyéléni 2007 et le rapport de synthèse



Source : Rosanna Moris pour la Via Campesina

L'humanité va continuer à être confrontée à des bouleversements climatiques et des dégradations de l'environnement de plus en plus graves : extinction de la biodiversité, épuisement des ressources, sécheresses ... et inondations. Mais le futur n'est pas tracé et dépend des choix que nous posons !

### SCÉNARIO N°1 : LA POURSUITE DU SYSTÈME AGROINDUSTRIEL

Dans ce scénario, rien ne vient entraver le système en place, et, en conséquent, les tendances actuelles se confirment. L'agriculture est de plus en plus robotisée, numérisée, gérée par des formes d'intelligence artificielle. Les protéines de laboratoire et les nouveaux OGM [sur la dérégulation des nouveaux OGM, voir article n°5] sont autorisés.

Face aux bouleversements subis par nos systèmes alimentaires, les décideurs politiques se sentent démunis. Finalement, ils donnent la main aux nouveaux géants de l'agroalimentaire : les méga-entreprises du bio-numérique, plateformes de données et sociétés financières privées. Désormais, les systèmes alimentaires sont totalement centralisés aux mains d'intérêts privés. « Efficaces » à court terme, ils sont techniquement et énergétiquement dépendants de ressources limitées, donc vulnérables.

Les agriculteur-riche-s disparaissent totalement, remplacé-e-s par quelques ouvriers gestionnaires. Certains pays mettent leurs terres, ressources et données entre les mains de ceux qui fournissent les technologies et proposent d'acheter leurs récoltes à l'avance. Une nouvelle vague d'accaparement des terres a lieu, et les circuits du commerce international sont militarisés.

## SCÉNARIO N°2 : VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dans cet autre scénario, des acteur-riche-s de la société civile impliqué-e-s dans les mouvements alimentaires (des luttes autochtones aux anti-capitalistes) développent des collaborations plus efficaces, autour de quatre axes (voir encadré), pour faire progresser la souveraineté alimentaire.

Ce mouvement obtient que les « 4.000 milliards de dollars de la chaîne industrielle » soient réaffectés vers des pratiques soutenant la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Des accords sont noués et des lois votées dans ce sens, pour faire face aux crises semi-permanentes. Cette transition massive permet de réduire de 75 % les gaz à effet de serre provenant des systèmes alimentaires. Les besoins d'alimentation de milliards de personnes sont mieux assurés.

**La réussite de ce scénario suppose qu'un « mouvement pour une alimentation durable », de grande ampleur et uni autour d'une vision à long terme, se développe dès les années 2020.**

Réaliser cela n'a rien d'évident et comprend beaucoup de défis, d'incertitudes et de risques de récupération : en effet, il ne sera pas facile de changer les règles du commerce international agricole, condition nécessaire pour changer les politiques agricoles, PAC comprise, et permettre aux multiples initiatives agroécologiques de devenir la règle.

Néanmoins c'est une voie d'espoir, et l'histoire montre que « *quand les individus sont contraints par la nécessité (...), ils peuvent s'adapter presque du jour au lendemain* ».

## RENONCER N'EST PAS UNE OPTION

Le monde paysan est exsangue. Partout en Europe les fermes disparaissent. En Belgique, la Région wallonne a perdu plus de la moitié de ses agriculteur-riche-s en moins de 30 ans<sup>10</sup> et les revenus de la majorité de celle-eux qui restent sont tout à fait insuffisants. Par ailleurs, les fonds publics continuent à financer en grande majorité les (très) grosses exploitations.

Le MAP, à l'instar du monde paysan, est en position difficile. Il ne reçoit presque pas de soutien public et repose sur les énergies bénévoles de ses militant-e-s. Pour beaucoup d'organisations du mouvement, dégager les moyens nécessaires pour l'action politique et le travail en réseau est un défi. Et nos forces, même unies, restent dérisoires par rapport à l'importance et à l'urgence des enjeux. Elles semblent aussi bien faibles face aux énormes moyens humains, financiers et d'influence des géants de l'agro-alimentaire. Mais renoncer n'est pas une option. Nous devons continuer à œuvrer à tous les niveaux, chacune avec nos moyens, malgré nos éventuelles divergences de points de vue. Le MAP est d'abord une organisation locale, qui soutient les paysan-e-s et les initiatives de terrain, de fermes agroécologiques en comptoir fermier, de systèmes participatifs de garantie (SPG)<sup>11</sup> en coopératives. Ces initiatives sont riches et nécessaires, il faut continuer à les faire vivre et à les diffuser le plus possible.

Cependant, pour réellement changer la donne, il ne suffit pas de rassembler les initiatives locales, au risque de se laisser enfermer dans les « niches » d'un marché alimentaire propre et éthique, mais limité à une petite partie de la population.

10 « L'agriculture wallonne en chiffres », Wallonie Agriculture SPW, 2019.

11 Systèmes participatifs de garantie. [https://gasap.be/wp-content/uploads/2019/09/2019-09\\_Guide-SPG\\_GASAPannexes.pdf](https://gasap.be/wp-content/uploads/2019/09/2019-09_Guide-SPG_GASAPannexes.pdf)

LES 4 AXES  
VERS LA  
**SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**  
SELON IPES-FOOD

1.

**DÉVELOPPER DES  
SYSTÈMES ALIMEN-  
TAIRES DIVERSIFIÉS,  
AGROÉCOLOGIQUES  
ET ÉTHIQUES**

- Soutenir massive-  
ment des cultures  
agroécologiques et  
diversifiées, menées  
par des peuples  
autochtones et des  
paysan-ne-s
- Défendre les droits  
humains et un accès  
de base de tou-te-s  
aux ressources  
(terre, semences,  
eau, ...)
- Accélérer  
le développement  
de circuits  
« courts et éthiques »  
et l'adoption de  
régimes alimentaires  
végétariens  
et flexitariens

2.

**TRANSFORMER LES  
STRUCTURES DE  
GOUVERNANCE DES  
SYSTÈMES  
MULTILATÉRAUX**

- Réformer les agences  
des Nations unies en  
charge de questions  
liées à l'alimentation et  
y contrecarrer la main-  
mise des entreprises
- Réglementer les tech-  
nologues dangereuses  
et mener des poli-  
tiques anti-trust
- Adopter des lois, puis  
un traité international,  
pour assurer la sécu-  
rité alimentaire
- Impliquer les citoy-  
en-ne-s dans l'élabo-  
ration des politiques  
alimentaires. D'abord  
au niveau des villes,  
puis des régions, des  
pays et enfin au niveau  
international

3.

**RÉORIENTER LES FLUX  
FINANCIERS VERS DES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES  
DURABLES**

- Réaffecter les financements  
de la recherche agricole  
vers l'agroécologie et  
l'approvisionnement local  
durable pour tou-te-s
- Réaffecter les 720 milliards  
de dollars annuels de sub-  
ventions alloués à l'industrie  
agroalimentaire vers la pro-  
duction alimentaire durable
- Recapitaliser le Fonds com-  
mun des Nations unies pour  
les produits de base et le  
recentrer sur le soutien à la  
diversification et  
à l'agroécologie
- Taxer les aspects les plus  
néfastes pour la santé et  
l'environnement de l'industrie  
agroalimentaire
- Lutter contre les géants du  
bio-numérique qui dominent  
désormais le secteur  
agroalimentaire.

4.

**AMÉLIORER  
L'ACTION  
EN RÉSEAU  
DE LA  
SOCIÉTÉ CIVILE**

- Généraliser  
les collaborations  
intersectorielles autour  
d'objectifs communs
- Bloquer les « chaînes  
de produits »  
causant la déforesta-  
tion et l'appropriation  
de terres ; forcer le  
cercle des négociations  
à huis clos
- Nouer des partenar-  
iats pour financer la  
transformation du  
système alimentaire  
sur deux ans, avec des  
donateurs et fonda-  
tions progressistes,  
pour jouer un rôle de  
catalyseur

## NOUS RELIER POUR MIEUX CHANGER LES RÈGLES !

L'enjeu est de mettre fin à la domination d'un modèle alimentaire industriel et marchand, d'une « machine à produire artificiellement au moindre coût, une machine à confisquer les savoir et savoir-faire, à enrichir les filières technologiques, à déshumaniser »<sup>12</sup>.

Comme le souligne Gérard Choplin, ancien coordinateur de la Coordination paysanne européenne (devenue par la suite l'ECVC) et expert en agriculture et commerce : « Pour faire bouger le monstre il faut changer le cadre, c'est-à-dire les règles du commerce international et les politiques européennes, dont la PAC ».

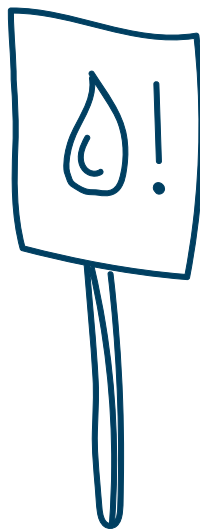
Nous relier autour d'objectifs communs clairs et ambitieux, que ce soit au sein d'Agroecology in Action (AiA) au niveau belge, ou de la Via Campesina, aux niveaux européen et mondial, peut nous faire gagner en puissance.

Comme nous l'avons fait au contre-sommet<sup>13</sup> organisé cet été par la Via Campesina et ses alliés en réponse au Sommet des systèmes alimentaires de l'ONU<sup>14</sup> sous contrôle des

multinationales. Comme dans cette déclaration signée par plus de 200 organisations de 67 pays appelant à « transformer fondamentalement l'OMC »<sup>15</sup> à l'occasion de sa réunion à Genève fin 2021.

C'est une vraie bataille pour l'avenir de l'alimentation qui est en cours.

**Pour que la voix des paysan-ne-s, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire ait une chance de l'emporter, nous devons porter une voix politique unie et exiger avec force une vraie réforme des règles internationales !**



12 « Reprendre la terre aux machines », Manifeste publié en 2021 par l'Atelier Paysan.

13 <http://www.csm4cfs.org/fr/appel-laction-mobilisation-pour-contester-le-sommet-des-nations-unies-sur-les-systemes-alimentaires-et-reconquerir-la-souverainete-des-peuples-sur-les-systemes-alimentaires/>

14 <https://viacampesina.org/fr/document-de-position-de-la-via-campesina-et-at-de-siege-sur-un-sommet/>

15 Réseau international Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) <http://ourworldisnotforsale.net/fr>

## LE CREDO DU MAP

Le Mouvement d'action paysanne (MAP) a été créé en 1998 pour former une alternative aux systèmes agricoles capitalistes encouragés par les syndicats agricoles majoritaires. Il partage pleinement les valeurs de la Via Campesina, dont il est membre effectif depuis 2005.

Nous défendons les droits des paysan-ne-s et la souveraineté alimentaire des peuples, au travers de la mise en pratique de l'agroécologie et en rapprochant paysan-ne-s, producteur-riche-s ruraux-ales et artisan-ne-s.

Nous croyons que conquérir notre souveraineté alimentaire, ici et partout, est indispensable pour rendre notre futur plus viable.

Nos actions: l'école paysanne indépendante l'EPI et son réseau de fermes-écoles (en lien avec le Réseau International des Fermes-Ecoles de la Via Campesina), développement des SPG (système participatif de garantie), participation à des actions militantes et plaidoyers en réseau en Belgique au sein du Resap et d'Agroecology in Action, et aux niveaux européen et international via ECVC et la Via Campesina.